



Un an après, la précarité étudiante tue toujours !

Il y a un an, notre camarade Anas s'est immolé devant le CROUS de Lyon. Par un message publié sur Facebook avant son passage à l'acte, il en a affirmé tout le sens politique : à bout face à la précarité qu'il subissait en tant qu'étudiant, après un refus de bourse du fait d'un redoublement de trop, il a voulu visibiliser la situation de détresse dans laquelle se trouvaient et continuent de se trouver de nombreux et nombreuses étudiant-es.

Suite à son geste, **une forte mobilisation contre la précarité étudiante à émergée partout en France dont un rassemblement unitaire le 12 novembre 2019.**

Depuis plus d'un an, nous n'avons cessé de dénoncer les conditions de précarité massive des étudiant-es et tenté de les rendre visible dans le débat public. Nous voulons aujourd'hui, encore une fois, en rappeler les chiffres inquiétants. D'après l'Observatoire de la Vie Étudiante dans son rapport de 2016, 30% des étudiant-es ne sont pas aidé-es par leurs parents et la moitié sont contraint-es de travailler en parallèle de leurs études. Avec un échelon maximal de bourse (reporté sur 12 mois) d'environ 452€ et une moyenne des loyers de 430€, nous sommes obligé-es de faire l'impasse sur d'autres dépenses. Ainsi, selon une étude de la MGEN¹ de 2019, 43% des étudiant-es renoncent aux soins dont au moins la moitié par manque d'argent. De plus, selon une étude de la FAGE² de 2017, 65% des étudiant-e-s sautent régulièrement un repas faute d'argent.

Suite à la mobilisation des étudiant-es, le gouvernement a annoncé deux mesures : la mise en place d'un numéro vert et des repas à 1€ dans tous les Resto U pour les étudiant-es boursier-es. La précarité étudiante est un sujet sérieux et urgent qui mérite mieux que ce qui a été à nos yeux un pansement sur une jambe de bois. Alors que l'épidémie de Covid-19 et les mesures sanitaires aggravent la condition de précarité de nombreux-ses étudiant-es notamment en les privant des emplois, souvent non déclarés, qui assurent leur survie. **Il est plus que temps pour les pouvoirs publics de mettre un terme à leur inaction caractérisée.**

Comment peut-on accepter que les résidences CROUS ne puissent accueillir que 6% de la population étudiante ? Quid de l'accès aux soins dans les services de médecine préventive des universités, sous-dotés en personnel et budget ?

Nous exigeons notamment :

- le respect de la trêve hivernale dans les résidences CROUS ainsi que la transformation des droits d'occupations actuels, précaires, en baux de droit commun.
- L'augmentation d'au moins 20% du montant des bourses étudiantes ainsi que l'élargissement de leurs critères d'accès
- Le gel du ticket du Restaurant Universitaire (RU) et la prise en charge par l'état à plus de 50 % du coût du ticket.
- Le renforcement massif des services de santé (physique et psychique) universitaires en termes de moyens, de personnel et de publicisation.

Vous pourrez retrouver notre cahier de revendications [sur ce lien](#).

**Face aux réformes d'austérité mises en place et au milieu d'un reconfinement dégradant nos conditions matérielles d'existence, il est aujourd'hui plus que nécessaire que nous nous organisions collectivement :
Contre la précarité étudiante et pour l'amélioration de nos conditions d'études, syndiquons-nous !**